Canadian Yearbook of International Law
Annuaire canadien de droit international
(2023), **61**, 341–360 doi:10.1017/cyl.2024.7

Commerce

Trade

Geneviève Dufour[1], Valériane Thool[2] et Pierre-Luc Morin[3]

[1]Professeure, Faculté de droit–Section droit civil de l'Université d'Ottawa, Canada; [2]Doctorante, Université du Québec à Montréal, Canada; [3]Doctorant, Université d'Ottawa, Canada
Auteur à contacter: Geneviève Dufour, Email: genevieve.dufour2@usherbrooke.ca

Poursuite de l'invasion de l'Ukraine, guerre dans la bande de Gaza, crise alimentaire, transition énergétique sans précédent, rééquilibrage géostratégique, montée du populisme, ingérence de toute sorte, explosion du recours à l'intelligence artificielle, inflation à maîtriser, voilà autant de traits caractérisant l'année 2023 et ayant eu le potentiel de redéfinir les relations commerciales mondiales. Dans ce contexte, mu par une nouvelle diplomatie pragmatique,[1] le Canada tente d'innover tout en renouant avec son rôle d'antan: préserver ses partenaires usuels tout en développant de nouvelles relations d'opportunité (au risque parfois de piler sur ses valeurs), réinvestir les enceintes internationales avec le dessein de les moderniser, diversifier ses relations en déployant des forces diplomatiques dans de nouveaux territoires et réaffirmer sa souveraineté face à toute sorte de menaces que ce soit en Arctique ou dans le cadre électoral canadien. Ce contexte a nécessairement eu des impacts sur les choix que fait le Canada en matière commerciale.

Parallèlement, plusieurs États axent leur politique industrielle sur une volonté d'autonomie ou du moins sur une dépendance moins forte. Cette tendance est apparue il y a quelques années, mais l'année 2023 semble avoir permis à certains États de les afficher sans retenue. La Chine, avec sa politique "made in China 2025," qui visait depuis quelques années à subventionner certains secteurs clés, devient aujourd'hui encore plus agressive. Elle affiche ouvertement sa volonté de s'affranchir définitivement

Les trois auteurs sont respectivement, titulaire, coordonnatrice et chercheur à la chaire de recherche en droit du commerce durable, responsable et inclusif de l'Université d'Ottawa.

[1]La ministre Joly a présenté la nouvelle diplomatie canadienne en novembre 2023, lors de deux discours prononcés à Toronto et à Montréal. Cette nouvelle diplomatie repose sur deux idées principales: (1) défendre vigoureusement la souveraineté canadienne en veillant à ce que le Canada soit en mesure d'affronter les menaces mondiales et (2) utiliser une diplomatie pragmatique qui implique de créer des liens avec des pays ayant des points de vue différents de ceux du Canada, dans le but de prévenir un conflit international. Affaires mondiales Canada, *Discours de la ministre Joly sur la diplomatie canadienne au milieu de l'incertitude géopolitique*, Montréal, CORIM (1er novembre 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/11/discours-de-la-ministre-joly-sur-la-diplomatie-canadienne-au-milieu-de-lincertitude-geopolitique.html> [Affaires mondiales Canada, "Discours de la ministre Joly"].

© The Canadian Yearbook of International Law/Annuaire canadien de droit international 2024. This is an Open Access article, distributed under the terms of the Creative Commons Attribution licence (https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/), which permits unrestricted re-use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

de toute dépendance. Les États-Unis ne se cachent plus non plus pour clamer haut et fort leur désir de promouvoir le "made, hire and buy" America. Les politiques surprises relatives à l'acier et à l'aluminium de l'administration Trump, mais aussi l'*Inflation Reduction Act*, le *Chips Act*, et le durcissement de la politique *Buy America* de l'administration Biden semblent normaliser ce type d'entraves au commerce international dans la mesure où la volonté de rapatrier les chaînes d'approvisionnement en territoire américain est ici mûrement réfléchie, s'intègre dans un cadre global et exprime explicitement le retour de l'autonomie de production. De son côté, l'Union européenne (UE) s'est engagée dans le *Green Deal* et ne cache pas son intention depuis 2020 de renforcer son autonomie, bien que cette autonomie soit "stratégiquement ouverte."[2] On remarque ainsi une tendance forte du retour du politique dans la destinée industrielle.[3] C'est donc tout un tabou qui vient de tomber … et probablement plusieurs règles du droit du commerce international qui s'en trouvent ébranlées.

Face à l'urgence des changements climatiques, cette nouvelle tendance risque fort de devenir le nouveau paradigme ambiant, du moins pour nombre de pays ayant les moyens d'orienter le développement industriel.[4] Selon une modélisation de Rhodium, l'*Inflation Reduction Act* aura pour effet de diminuer considérablement les émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis, rapprochant le pays de ses cibles pour 2030.[5] Même le Groupe de travail inter-agences des Nations Unies considère la "transformation industrielle pour combler l'écart de développement croissant entre les pays et atteindre les objectifs climatiques et de développement durable"[6] et "appelle à une nouvelle génération de politiques industrielles durables, étayées par une planification nationale intégrée, pour intensifier les investissements et jeter les bases des transformations nécessaires."[7]

Le train est donc en marche et le paradigme des quatre-vingts dernières décennies fondé sur une ouverture au commerce s'ébranle. La course à la réduction des émissions de gaz à effet de serre fournit la justification idéale pour les gouvernements qui en réalité souhaitent surtout répondre à leur population qui exige un retour à l'autonomie et un meilleur contrôle sur la chaîne d'approvisionnement. Les États n'ont d'autres choix que d'y répondre et quoi de mieux que la crise climatique pour justifier une gouvernance plus serrée de leur destinée industrielle.

Comme les précédentes, cette chronique résume et analyse les développements marquants en matière de commerce international impliquant ou ayant eu un impact sur le Canada. Elle aborde le commerce canadien aux plans bilatéral et plurilatéral, revient sur les contentieux commerciaux découlant des accords de libre-échange (ALE) impliquant le Canada et termine sur les derniers développements à

[2]Douglas Irwin, "Le retour de la politique industrielle," *Finances et développement* (juin 2023) aux pp 13, 14.

[3]Sur cette idée du retour en force d'une résurgence en Europe de l'idée suivant laquelle la gouvernance économique doit reposer sur des choix politiques, voir Salih Isik Bora, "La guerre en Ukraine: vers une nouvelle politique industrielle européenne," *Cogito: Science Po* (30 octobre 2023).

[4]Keun Lee, "Will the New Industrial Policy Work?," *Project Syndicate* (24 février 2023).

[5]Ben King et al, "Taking Stock 2023: US Emissions Projections after the Inflation Reduction Act," *Rhodium Group* (20 juillet 2023).

[6]Organisation des Nations Unies (ONU), "Développement durable: l'ONU plaide pour une nouvelle ère industrielle et numérique verte," *Département des affaires économiques et sociales* (5 avril 2023) [ONU, "Développement durable"]; ONU, "Report of the Inter-Agency Task Force on Financial for Development," *Département des affaires économiques et sociales* (27 avril 2023).

[7]ONU, "Développement durable," *supra* note 6.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tant d'un point de vue des négociations et que du règlement des différends.

1. Le commerce canadien aux plans bilatéral et plurilatéral

L'année a d'abord été marquée par deux rencontres d'importance entre le président américain et le premier ministre canadien qui ont donné lieu à des ententes intéressantes et porteuses. Parallèlement, le Canada poursuit ses efforts de diversifier ses partenaires, bien qu'aucune avance majeure ne soit notable en Amérique latine, en Europe, ou du côté de l'Afrique et de l'Asie.

A. États-Unis

Deux rencontres importantes se sont tenues en 2023: le Sommet nord-américain des leaders ainsi que la visite du président Joe Biden au Canada. Le Sommet nord-américain des leaders, communément appelé le Sommet des *Tres amigos*, s'est tenu les 9 et 10 janvier 2023 à Mexico. Fort attendu, le Sommet a réuni pour une deuxième fois Justin Trudeau, Joe Biden et Andres Manuel Lopez Obrador autour de questions d'intérêt trilatéral comme celles de la crise migratoire, des ballons suspects ayant survolé les territoires américains et canadiens, de l'OTAN et évidemment du protectionnisme américain ambiant. La rencontre s'est déroulée sans heurts et a témoigné d'une réelle volonté de trouver des solutions. Le Canada a évidemment insisté sur l'impact de l'*Inflation Reduction Act*[8] sur l'économie canadienne. À ce titre, le Canada a fortement insisté sur l'importance de considérer le continent nord-américain comme une zone d'intégration économique plutôt qu'un terrain de compétition. Le président et chef la direction du Conseil canadien des affaires, Goldy Hyder, inclut au sein de la délégation canadienne, en a profité pour rencontrer certains membres de l'administration Biden. Il a insisté sur une approche "équipe Amérique du Nord."[9] On doit noter la création d'un nouveau forum trilatéral sur les semi-conducteurs auquel participeront des représentants gouvernementaux et industriels des trois pays. La déclaration finale évoque certains sujets plus sensibles comme ceux des véhicules électriques, des métaux critiques et des semi-conducteurs sans qu'une annonce concrète n'ait été faite.

Quelques semaines plus tard, les 23 et 24 mars 2023, le président américain procédait à sa première visite officielle au Canada, la première depuis la visite de Barack Obama en 2009 et la 13^{e} visite d'un président américain au Canada. La rencontre de 24 heures s'est soldée par un discours devant le Parlement lors duquel le président a affirmé que "les Américains et les Canadiens sont deux pays qui partagent un même cœur. Il s'agit là d'un lien personnel."[10] Il a aussi imaginé le futur comme

[8]*Inflation Reduction Act of 2022*, HR 5376, Pub L n^{o} 117-169 [*IRA*]; White House, *Building a Clean Energy Economy: A Guidebook to the Inflation Reduction Act's Investmenets in Clean Energy and Climate Action* (janvier 2023), en ligne: <www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2022/12/Inflation-Reduction-Act-Guidebook.pdf>.

[9]Joël-Denis Ballavance, "Sommet des Trois Amigos: Mission accomplie pour Justin Trudeau," *La Presse* (12 janvier 2023), en ligne: <www.lapresse.ca/actualites/analyses/2023-01-12/sommet-des-trois-amigos/mission-accomplie-pour-justin-trudeau.php>.

[10]Joe Biden, "La visite du président américain Joe Biden au Canada, Visite du président américain au Parlement du Canada" (24 mars 2023), en ligne: *CPAC* <www.cpac.ca/textes/biden-canada-fr>.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

celui d'une alliance entre les deux pays, capable d'assurer une région économique plus compétitive, prospère et résiliente. Quant aux minéraux critiques, il a reconnu que la région nord-américaine avait perdu le contrôle sur la production, que les Américains comptaient sur les ressources canadiennes en la matière et a relevé les efforts faits par son pays pour assurer l'autonomie de la région, dont tout le monde serait "jaloux." Dans le sillon des annonces en marge de la visite présidentielle, notamment quant au chemin Roxham, à l'aide à Haïti, à la protection des Grands Lacs et à la modernisation de NORAD, notons celle relative à un investissement pouvant atteindre 250 millions de dollars dans des projets liés aux semi-conducteurs, créant ainsi une ligne Albany — Bromont. Il s'agit là d'une annonce importante considérant que le *Chips Act* vise précisément à permettre aux Américains de reprendre la main sur la production mondiale des semi-conducteurs.[11]

Malgré ces deux rencontres, la relation commerciale entre le Canada et les États-Unis continue à souffrir de l'*Inflation Reduction Act*.[12] Le gouvernement fédéral n'a pas conclu d'entente qui aurait permis d'atténuer ses effets pour l'industrie canadienne. Il faut néanmoins noter la demande de consultation faite par la Chine devant l'Organe de règlement de l'OMC en mars 2024 au sujet des crédits d'impôt au titre de l'*Inflation Reduction Act*.[13] Nous reviendrons assurément sur cette affaire dans la prochaine chronique.

B. Amérique latine

Alors que le Canada a entamé des négociations avec l'Équateur pour un éventuel accord de libre-échange, les négociations avec le Mercosur et l'Alliance du Pacifique n'ont pas évolué en 2023.

i. Négociation d'un accord de libre-échange avec le Mercosur

Les négociations entre le Canada et le Mercosur ("Marché commun du sud") n'ont pas évolué depuis 2022. Pour rappel, les négociations entre le Canada et l'organisation constituée de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et l'Uruguay, ont débuté en 2018, mais sont depuis restées au point mort. Or, l'élection du nouveau président Javier Milei n'est pas de bon augure en matière de libre-échange. Ce dernier a déclaré pendant sa campagne que "ni l'État, ni les organisations supranationales ne devraient interférer dans le libre-échange," considérant en ce sens que les accords de libre-échange sont un obstacle au libre-échange.[14] Plus encore, le président Milei a suggéré un retrait de

[11] *Chips and Science Act of 2022*, HR 4346 Pub L nº 117-167.

[12] François Normand, "L'Inflation Reduction Act affectera l'économie Canadienne," *Les Affaires* (24 mai 2023), en ligne: <www.lesaffaires.com/dossier/manufacturier-rester-competitif/linflation-reduction-act-affectera-leconomie-canadienne-/641230>; Chambre des communes, Comité permanent du commerce international, *Répercussions commerciales sur certains secteurs canadiens de la loi américaine de 2022 sur la réduction de l'inflation* (mai 2023), en ligne: <www.ourcommons.ca/content/Committee/441/CIIT/Reports/RP12414355/441_CIIT_Rpt9_PDF/441_CIIT_Rpt9-f.pdf>; *IRA*, *supra* note 8; White House, *supra* note 8.

[13] OMC, *États-Unis – Certains crédits d'impôt au titre de la Loi sur la réduction de l'inflation*, Demande de consultation, OMC Doc WT/DS623 (26 mars 2024).

[14] Diego Acosta et Leiza Bruma, "Argentina's Brexit: Why New President Milei Is Threatening to Pull Out of South America's Common Market," *The Conversation* (1 décembre 2023), en ligne:

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

l'Argentine du Mercosur.[15] Il est néanmoins peu probable que le président argentin aille jusqu'au bout de son idée, d'une part parce qu'il n'a pas le soutien majoritaire du parlement, mais aussi parce que le Brésil est le premier pays d'exportation de l'Argentine. Pourtant, le Mercosur a continué de négocier un accord avec l'UE en 2023, ce qui aurait pu donner espoir de voir les négociations avec le Canada reprendre leur cours. Néanmoins, l'arrivée de Milei à la tête du gouvernement argentin, dont les propositions en matière d'économie sont plutôt radicales, a généré des craintes chez les Européens et jouera un rôle prépondérant dans la suite des négociations.[16] Quoiqu'il en soit, les tensions persistantes au sein du bloc du sud font planer le doute sur sa capacité à conclure un accord de libre-échange avec le Canada.

ii. Négociations d'un accord de libre-échange avec l'Alliance pacifique

Le Canada négocie son adhésion à l'Alliance du Pacifique, composée du Chili, de la Colombie, du Mexique et du Pérou, depuis 2017. Depuis, Singapour a rejoint l'Alliance, ce qui laisse penser que la voie est ouverte pour l'adhésion du Canada dans un futur proche. D'ailleurs, le Canada a déjà conclu des accords de libre-échange bilatéraux avec chacun des membres de l'Alliance du Pacifique. Les relations entre le Canada et les membres de l'Alliance du Pacifique sont positives, mais aucune information n'a filtré sur une possible date d'adhésion.

iii. Négociations d'un accord de libre-échange avec l'Équateur

En novembre 2022, le Canada et l'Équateur ont conjointement déclaré le lancement de discussions exploratoires en vue de la conclusion d'un potentiel accord de libre-échange.[17] Entre janvier et février 2023, le gouvernement canadien a mené des consultations auprès du public.[18] Des organisations non-gouvernementales ont soulevé des préoccupations concernant la conclusion de cet ALE, redoutant que celui-ci n'entraîne une augmentation des violences faites aux peuples autochtones et aux communautés locales, et ne provoque des dommages importants à l'environnement et les droits sociaux.[19] Le 13 décembre 2023, la ministre Ng a déposé devant la

<https://theconversation.com/argentinas-brexit-why-new-president-milei-is-threatening-to-pull-out-of-south-americas-common-market-218564>.

[15]Max Klaver, "What Milei Means for Mercosur," *Foreign Policy* (18 décembre 2023), en ligne: <https://foreignpolicy.com/2023/12/18/milei-mercosur-argentina-economy-trade/>.

[16]Camille Gijs et Antonia Zimmermann, "Milei's Win in Argentina Hits Hopes for EU's Latin America Trade Deal," *Politico* (20 novembre 2023), en ligne: <www.politico.eu/article/javier-milei-win-argentina-hit-hope-latin-america-trade-deal/>.

[17]Déclaration conjointe sur le lancement des discussions exploratoires en vue de la conclusion d'un possible accord de libre-échange entre le Canada et l'Équateur, 24 novembre 2022, en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ecuador-fta-ale-equateur/2022-11-23-statement-declaration.aspx?lang=fra>.

[18]Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng lance des consultations publiques sur les négociations commerciales avec l'Équateur" (6 janvier 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/01/la-ministre-ng-lance-des-consultations-publiques-sur-les-negociations-commerciales-avec-lequateur.html>.

[19]"Ecuador: Free Trade Agreement with Canada Would Exacerbate Violence against Environment and Indigenous Defenders, NGOs Alert," *Business & Human Rights Resource Centre* (3 mars 2023), en ligne: <https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/ecuador-free-trade-agreement-with-canada-would-exacerbate-violence-against-environment-and-indigenous-defenders-ngos-alert/>.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

Chambre des communes un avis d'intention d'entamer ces négociations,[20] qui devraient commencer en mars 2024.[21]

B. Europe

Les négociations de l'*Accord de libre-échange Canada-Royaume-Uni* ont été suspendues en 2023. L'*Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne* (*AECG*) n'a pas encore été ratifié par tous les États de l'UE.[22] En revanche, l'*Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine* a été modernisé et signé en 2023 par les deux États.

i. Accord de libre-échange Canada-Royaume-Uni

L'*Accord de continuité commerciale Canada-Royaume-Uni*, contenant essentiellement les engagements déjà prévus dans l'*AECG*, avait été conclu entre les deux partenaires de manière provisoire. En vertu de ce dernier, les deux pays se donnaient un délai de trois ans pour négocier un accord permanent. Le Royaume-Uni est un partenaire commercial particulièrement important pour le Canada. En effet, celui-ci est le troisième partenaire commercial du Canada,[23] dont les importations devraient doubler d'ici 2035.[24] Or, notamment en raison d'un refus du Canada de prolonger les préférences découlant de l'octroi de quotas en matière d'importation de fromage britannique, le Royaume-Uni a notifié son intention de suspendre les négociations. La décision canadienne semble avoir été prise en réaction au refus britannique d'accepter les produits bovins canadiens.[25] Comme nous l'expliquons ci-dessous, l'adhésion du Royaume-Uni au *l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste* (*PTPGP*),[26] auquel le Canada est partie, permet dans tous les cas d'assurer une stabilité des relations entre le Canada et le Royaume-Uni.

[20]Mary Ng, "Avis d'intention d'entamer des négociations en vue d'un Accord de libre-échange entre le Canada et l'Équateur" (13 décembre 2023), en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ecuador-fta-ale-equateur/notice-of-intent-avis-intention.aspx?lang=fra>.

[21]"Ecuador and Canada to Begin Negociations in March 2024," *La Prensa Latina* (14 décembre 2023), en ligne: <https://www.laprensalatina.com/ecuador-and-canada-to-begin-trade-negotiations-in-march-2024/>.

[22]*Accord économique et commercial global entre le Canada, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part*, 30 octobre 2016 (application provisoire: 21 septembre 2017), en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ceta-aecg/text-texte/toc-tdm.aspx?lang=fra>.

[23]Gouvernement du Canada, "Relations Canada-Royaume-Uni," en ligne: <https://www.international.gc.ca/country-pays/united_kingdom-royaume_uni/relations.aspx?lang=fra>.

[24]Jonathan O'Hara, William Pellerin et Brigid Martin, "CETA, TCA, CPTPP and CUKFTA: The Web of Trade Agreements between Canada and the UK," *McMillan* (15 novembre 2023), en ligne: <mcmillan.ca/insights/ceta-tca-cptpp-and-cukfta-the-web-of-trade-agreements-between-canada-and-the-uk/>.

[25]Peter Foster et Madeleine Speed, "British Cheese Exporters Warn of Losses unless New Canada Deal Is Reached," *Financial Times* (3 novembre 2023), en ligne: <https://www.ft.com/content/177d0ba7-5b4d-4738-b121-097e3ddae970>.

[26]*Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste*, 8 mars 2018 (entrée en vigueur pour le Canada, l'Australie, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, et Singapour: 30 décembre 2018; entrée en vigueur pour le Vietnam: 14 janvier 2019), en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cptpp-ptpgp/text-texte/cptpp-ptpgp.aspx?lang=fra>.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

ii. AECG

En 2023, l'*AECG* fêtait son 6e anniversaire. Entre 2016 et 2022, la valeur des exportations de l'UE vers le Canada a augmenté de 65 pour cent[27] alors que celle du Canada vers l'UE n'a augmenté que de 18 pour cent.[28] Lors du 19e Sommet Canada-UE tenu les 23–24 novembre 2023 à St John,[29] les partenaires ont déclaré qu'ils "remain strongly committed to ensuring their full and effective implementation and their ratification, and commit to further expanding our cooperation under these agreements."[30] En 2023, l'Allemagne est devenue le 18e membre de l'Union à ratifier l'*AECG*.[31] Pour autant, dix membres de l'UE n'ont pas encore ratifié l'*AECG*,[32] ce qui représente un obstacle important à la mise en œuvre pleine et effective de l'accord. La France en fait partie. Alors que l'Assemblée nationale française a voté en faveur de la ratification de l'Accord en 2019, le Sénat s'est prononcé contre au courant de l'hiver 2024. L'*AECG* reste donc pour l'instant au stade de l'application provisoire.

iii. Relations économiques du Canada et de l'Ukraine

Après avoir annoncé les renégociations de l'*Accord de libre-échange entre le Canada et l'Ukraine* (*ALÉCU*) au début de l'année 2022, l'invasion de la Russie en Ukraine a largement perturbé les échanges commerciaux entre les partenaires. En effet, les exportations du Canada vers l'Ukraine ont diminué de 31 pour cent au courant de l'année 2022. Toutefois, cela n'a pas empêché les deux États de continuer les négociations jusqu'à avril 2023, date à laquelle les négociations ont été conclues par le premier ministre Trudeau et le premier ministre ukrainien Denys Shmyhal.[33] Le 22 septembre 2023, le premier ministre canadien et le président ukrainien ont signé l'accord modernisé.[34] La modernisation a notamment porté sur l'introduction de nouveaux domaines au sein de l'*ALÉCU*, comme le commerce de service, mais aussi le commerce inclusif.[35] L'accord amélioré élimine totalement les frais de douane pour les produits manufacturés canadiens à l'entrée du territoire ukrainien, et

[27]"Échanges commerciaux UE-Canada," en ligne: *Conseil de l'Union européenne*, <www.consilium.europa.eu/fr/infographics/eu-canada-trade/>.

[28]François Normand, "Rejet de l'AECG: mais quelle mouche a piqué les Français?" *Les Affaires* (22 mars), en ligne: <www.lesaffaires.com/blogues/francois-normand/rejet-de-l-aecg-mais-quelle-mouche-a-pique-les-francais/648477>.

[29]Canada, Premier ministre du Canada, "Le Canada accueillera le Sommet Canada-Union européenne à Terre-Neuve" (30 octobre 2023), en ligne: <www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2023/10/30/canada-accueillera-sommet-canada-union-europeenne-terre-neuve>.

[30]"EU-Canada Summit 2023: Joint Statement" (24 novembre 2023), en ligne: *Conseil de l'Union européenne* <www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2023/11/24/canada-european-union-summit-2023-joint-statement/>.

[31]"Pact between Trading Partners," *Deutschland* (12 décembre 2022), en ligne: <www.deutschland.de/en/topic/business/ceta-germany-canada-linked-by-new-trade-agreement>.

[32]Belgique, Bulgarie, Chypre, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Pologne, Slovénie.

[33]Affaires mondiales Canada, "L'Accord de libre-échange modernisé entre le Canada et l'Ukraine expliqué" (22 septembre 2023), en ligne: <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ukraine/modernized-canada-ukraine-moderniser.aspx?lang=fra> [Affaires mondiales Canada, "L'Accord de libre-échange modernisé"].

[34]"Volodymyr Zelenskyy and Justin Trudeau Signed an Updated Free Trade Agreement between Ukraine and Canada," *President of Ukraine* (22 septembre 2023), en ligne: <www.president.gov.ua/en/news/volodimir-zelenskij-i-dzhastin-tryudo-pidpisali-onovlenu-ugo-85837>.

[35]Affaires mondiales Canada, "L'Accord de libre-échange modernisé," *supra* note 33.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

supprime la majorité des droits de douane sur les produits agricoles en provenance de l'Ukraine. L'*ALÉCU* complète les chapitres sur le travail (chapitre 14) et sur l'environnement (chapitre 13). Concernant le travail, le chapitre intègre plusieurs articles, à l'instar de l'interdiction d'importer des marchandises issues en tout ou partie du travail forcé.[36] Le chapitre sur l'environnement, quant à lui, contient désormais des dispositions concernant l'importance des politiques liées au commerce et aux changements climatiques,[37] et introduit une série de dispositions concernant les défis mondiaux environnementaux comme la pollution, la biodiversité, la qualité de l'air, etc.[38] L'accord contient également un nouveau chapitre sur la participation des femmes au commerce, qui vise à promouvoir l'égalité des femmes, à éliminer les obstacles au commerce pour les femmes et à en faciliter l'accès et les bénéfices qui en découlent.[39] Enfin, fait notable, l'accord entre l'Ukraine et le Canada comprend un chapitre entier sur la participation des personnes autochtones au commerce.[40] C'est une première pour le Canada. Ce chapitre a pour objectif de supprimer les obstacles et défis rencontrés par les peuples autochtones lorsqu'ils participent au commerce. Un projet de loi de mise en œuvre de l'accord modernisé (loi C-57) a été présenté par la ministre Ng à la Chambre des communes le 17 octobre 2023.[41] La loi devrait être adoptée en 2024.

C. Afrique, Asie et Océanie

Du côté des relations avec le continent africain, le Canada a réitéré son soutien à l'Union africaine pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine. L'année 2023 a été marquée par l'adhésion du Royaume-Uni au *PTPGP*, des tensions grandissantes entre le Canada et la Chine ainsi que des relations commerciales troublées entre le Canada et l'Inde. Enfin, il devrait y avoir des développements intéressants pour un accord entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Canada dans les prochaines années et pour un accord avec l'Indonésie.

i. Zone de libre-échange continentale africaine

Alors que les pays africains mettent en œuvre *Accord instaurant la zone de libre-échange continentale africaine* (*ZLECAf*) depuis le 1er janvier 2021,[42] le Canada

[36] *Accord de libre-échange Canada–Ukraine*, 11 juillet 2016 (entrée en vigueur: 1 aout 2017), en ligne: <au.int/sites/default/files/treaties/36437-treaty-consolidted_text_on_cfta_-_fr.pdf> <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/ukraine/text-texte/toc-tdm.aspx?lang=fra> [*ALÉCU*].

[37] *Ibid*, art 13.10.

[38] *Ibid*, arts 13.14, 13.16, 13.19.

[39] *Ibid*, ch 23.

[40] *Ibid*, ch 25.

[41] Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng présente à la Chambre des communes un projet de loi visant à mettre en œuvre l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine modernisé" (17 octobre 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/10/la-ministre-ng-presente-a-la-chambre-des-communes-un-projet-de-loi-visant-a-mettre-en-uvre-laccord-de-libre-echange-canada-ukraine-modernise.html>; *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine de 2023*, LC 2024, c 3.

[42] *Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine*, 21 mars 2018 (entrée en vigueur: 30 mai 2019), en ligne: <au.int/sites/default/files/treaties/36437-treaty-consolidted_text_on_cfta_-_fr.pdf>; Franck Kuwonu, "ZLECAf: les affaires commencent," *AfriqueRenouveau* (8 janvier 2021), en ligne: <www.un.org/africarenewal/fr/magazine/janvier-2021/zlecaf-les-affaires-commencent>.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

continue d'appuyer l'Union africaine dans la réalisation de la politique commerciale africaine. En mai 2023, s'est tenu le dialogue sur la politique commerciale entre le Canada et la Commission de l'Union africaine.[43] À cette occasion, la ministre Ng a rencontré Albert M. Muchanga, le commissaire pour le développement économique, le tourisme, le commerce, l'industrie et l'exploitation ministère de la Commission de l'Union africaine. Ce premier dialogue a été marqué par la signature d'un cadre de coopération pour établir le dialogue sur la politique commerciale,[44] et faire en sorte que le dialogue devienne une initiative permanente.[45]

ii. Adhésion du Royaume-Uni au PTPGP

Depuis 2021, le Royaume-Uni avait amorcé son processus d'adhésion au *PTPGP*. En juillet 2023, ce dernier a signé un accord pour entrer officiellement dans le *PTPGP*,[46] qui réunit déjà l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Viet Nam. Alors que ces onze États fondateurs du Pacte généraient 13 per cent de l'économie mondiale, l'adhésion du Royaume-Uni fera augmenter le produit intérieur brut (PIB) de ce bloc à 11 000 milliards de livres sterling.[47] L'adhésion du Royaume-Uni au *PTPGP* était soutenue par le Canada depuis 2021 et a été favorablement accueillie par la ministre Ng.[48]

iii. Relations du Canada avec la Chine

L'annonce de la ministre Mélanie Joly à la fin de l'année 2022 de la Stratégie Indo-Pacifique du Canada qui tend à s'éloigner de la Chine[49] a jeté un froid sur les relations

[43]Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng conclut avec succès le premier Dialogue sur la politique commerciale avec la Commission de l'Union africaine" (17 mai 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/05/la-ministre-ng-conclut-avec-succes-le-premier-dialogue-sur-la-politique-commerciale-avec-la-commission-de-lunion-africaine.html> [Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng conclut"].

[44]Affaires mondiales Canada, "Cadre de coopération entre le ministère des Affaires étrangères, du commerce et du développement du Canada et la Commission de l'Union africaine pour établir le dialogue sur la politique commerciale," en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/other-autre/dfatd-auc-maecd-cua.aspx?lang=fra>.

[45]Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng conclut," *supra* note 43.

[46]"UK Signs Treaty to Join Vast Indo-Pacific Trade Group as New Date Shows Major Economic Benefits" (16 juillet 2023), en ligne: *Gouvernement du Royaume-Uni* <www.gov.uk/government/news/uk-signs-treaty-to-join-vast-indo-pacific-trade-group-as-new-data-shows-major-economic-benefits>; Dominic Webb, "The Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP)," Note de recherche — Parlement du Royaume-Uni," *House of Commons Library* (17 novembre 2023), en ligne: <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-9121/>; Dharshini David, "CPTPP: UK Agrees to Join Asia's Trade Club but What Is It ?," *BBC News* (15 juillet 2023), en ligne: <www.bbc.com/news/explainers-55858490>.

[47]"UK Strikes Biggest Trade Deal since Brexit to Join Major Free Trade Bloc in Indo-Pacific" (31 mars 2023), en ligne: Gouvernement du Royaume-Uni <www.gov.uk/government/news/uk-strikes-biggest-trade-deal-since-brexit-to-join-major-free-trade-bloc-in-indo-pacific>.

[48]Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng accueille favorablement l'adhésion du Royaume-Uni à l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste" (15 juillet 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/07/la-ministre-ng-accueille-favorablement-ladhesion-du-royaume-uni-a-laccord-de-partenariat-transpacifique-global-et-progressiste.html>.

[49]David Webster, "Stratégie du Canada pour l'Indopacifique : distance avec la Chine, mais l'obsession pour le 'miracle asiatique' demeure," *The Conversation* (1 décembre 2022), en ligne: <theconversation.com/

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

entre les deux pays qui étaient déjà tendues. En effet, depuis quelques années, plusieurs enjeux diplomatiques ont secoué les partenaires, à l'instar de l'emprisonnement arbitraire des Canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor.[50] L'année 2023 n'a pas calmé les relations tumultueuses entre le Canada et la Chine. Les soupçons d'ingérence du gouvernement chinois dans la politique canadienne ont été au cœur des discussions et l'objet de la publication d'un rapport en mai 2023.[51] Le gouvernement chinois est accusé d'avoir essayé d'influencer les élections au Canada entre 2019 et 2021,[52] ce qui a conduit à soupçonner la Chine de s'ingérer dans les affaires canadiennes depuis 40 ans.[53] En parallèle, le gouvernement canadien a expulsé le diplomate chinois Zhao Wei en mai 2023, accusé d'intimider le député conservateur Michael Chong.[54] Cette décision a eu pour conséquence l'expulsion de Jennifer Lynn Lalonde, la consule canadienne à Shanghai.[55] Des critiques sur la crédibilité du rapport de David Johnston, accusé d'être lié de manière trop rapprochée à Justin Trudeau, ont mené à la démission de ce dernier de ses fonctions de rapporteur spécial indépendant sur l'ingérence étrangère quelques jours seulement après la publication du rapport.[56] Le 7 septembre 2023, le gouvernement canadien a décidé de lancer une enquête publique au sujet de la potentielle ingérence chinoise et d'autres États.[57] En novembre 2023, l'ambassadeur de Chine au Canada a demandé au gouvernement canadien d'essayer d'entretenir une relation "rationnelle," prétextant une augmentation des échanges entre les deux partenaires,[58] alors que les économistes, au contraire, s'inquiètent.[59]

---

strategie-du-canada-pour-lindo-pacifique-distance-avec-la-chine-mais-lobsession-pour-le-miracle-asiatique-demeure-195631>.

[50]Valérie Boisclair, "Libération des deux Michael: quel avenir pour les relations sino-canadiennes?," *Radio-Canada* (26 septembre 2021), en ligne: <ici.radio-canada.ca/nouvelle/1827184/diplomatie-chine-canada-ministre-garneau-otages-michael>.

[51]Gouvernement du Canada, *Premier rapport — Le très honorable David Johnston, Rapporteur spécial indépendant sur l'ingérence étrangère* (mai 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/institutions-democratiques/services/rapports/premier-rapport-david-johnston-rapporteur-special-independent-ingerence-etrangere.html>.

[52]Jessica Mundie, "Canada's Ambassador to China Says Nations Must Co-operate Despite Strained Relationship," *CBC News* (18 juin 2023), en ligne: <www.cbc.ca/news/politics/canada-china-ambassador-relations-1.6880301>.

[53]"L'ingérence chinoise au Canada, un phénomène vieux de 40 ans, selon un rapport," *Radio-Canada* (22 juillet 2023), en ligne: <ici.radio-canada.ca/nouvelle/1998053/chine-canada-ingerence>.

[54]"Canada Expelling Chinese Diplomat over Alleged Legislator Threats," *Aljazeera* (8 mai 2023), en ligne: <www.aljazeera.com/news/2023/5/8/canada-expelling-chinese-diplomat-over-alleged-legislator-threats>.

[55]Mélanie Marquis, "'Nous n'allons pas être intimidés', avertit Trudeau," *La Presse* (9 mai 2023), en ligne: <www.lapresse.ca/actualites/politique/2023-05-09/expulsion-d-une-diplomate-canadienne/nous-n-allons-pas-etre-intimides-avertit-trudeau.php>.

[56]Darren Major, "David Johnston Resigning as Special Rapporteur on Foreign Interference," *CBC News* (9 juin 2023), en ligne: <www.cbc.ca/news/politics/david-johnston-resigns-1.6871761>.

[57]Chloe Kim, "Canada Launches Public Inquiry into Foreign Interference," *BBC News* (7 septembre 2023), en ligne: <www.bbc.com/news/world-us-canada-66745270>.

[58]Dylan Robertson, "China Ambassador Seeks 'Rational' Relations, Trade Boost by 'Reserving Differences,'" *CTV News* (11 novembre 2023), en ligne: <www.ctvnews.ca/politics/china-ambassador-seeks-rational-relations-trade-boost-by-reserving-differences-1.6641029>.

[59]Don Pittis, "Economists Worry Growing Conflict with China Will Make Canada and the World Poorer," *CBC News* (12 mai 2023), en ligne: <www.cbc.ca/news/business/global-fragmentation-column-don-pittis-1.6837222>.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

iv. Pourparlers avec l'Inde

En 2022, d'intenses négociations avaient été menées entre le Canada et l'Inde concernant la conclusion d'un accord de libre-échange. Après quelques rencontres, des divergences importantes relatives à l'environnement, aux questions du travail et de l'accès au marché des services étaient apparues. Alors que les partenaires avaient annoncé, en mai 2023, vouloir conclure un mémorandum d'accord au courant de l'année,[60] le Canada a souhaité mettre sur pause les négociations avec l'Inde en septembre 2023. Ce revirement de situation a pour l'instant été justifié par le gouvernement canadien comme "un moment de réflexion pour faire le point sur où nous en sommes,"[61] alors que la décision a été annoncée à quelques jours seulement du Sommet du G20 qui se tenait en Inde.[62] Il faut le rappeler, les relations ont été très tendues entre le Canada et l'Inde durant l'année 2023 lorsque le gouvernement canadien a accusé le gouvernement indien d'être impliqué dans le meurtre en juin 2023 d'un leader sikh sur le territoire canadien.[63] Lors de son discours prononcé en novembre 2023 au Conseil en relations internationales de Montréal, la ministre Joly a reconnu que la relation traversait une période trouble, mais a rappelé que la relation entre les deux pays ne datait pas d'hier et que le conflit était passager.[64]

v. Accord de libre-échange avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)

Sans surprise, les négociations du Canada avec l'ANASE ont continué en 2023. En effet, suivant sa nouvelle diplomatie pragmatique, la ministre Joly a déclaré qu'à "l'avenir, je pense que nous devrons être aussi proches du Japon et de la Corée du Sud que du Royaume-Uni, de la France, de l'Allemagne ou de l'Italie. Et nous devrons investir dans nos relations avec l'ANASE, tout comme nous l'avons fait avec l'Union européenne."[65] Deux rencontres de négociations ont eu lieu en 2023, et plusieurs réunions hybrides se sont tenues, pour discuter des questions concernant l'environnement, le commerce inclusif et le travail.[66] Les dix membres de l'ANASE représentent un PIB de 3.3 milliards de dollars américains et une population de 666 millions d'habitants, ce qui représente une manne économique importante pour le Canada. D'ailleurs, à l'occasion de la visite du premier ministre Trudeau en

[60]Manoj Kumar, "India, Canada Aim to Seal Trade Pact This Year," *Reuters* (10 mai 2023), en ligne: <www.reuters.com/business/india-canada-aim-seal-trade-pact-this-year-2023-05-10/>.

[61]"Un Sommet du G20 sur fond de tensions croissantes," *Radio-Canada* (8 septembre 2023), en ligne: <ici.radio-canada.ca/nouvelle/2008878/sommet-g20-inde-tensions-chine>.

[62]Christian Noël, "Justin Trudeau en Inde: par de costumes, mais pas d'entente de libre-échange non plus," *Radio-Canada* (8 septembre 2023), en ligne: <ici.radio-canada.ca/nouvelle/2008806/justin-trudeau-inde-libre-echange>.

[63]"Tension entre l'Inde et le Canada, Dossier," *Radio-Canada* (18 juin 2024), en ligne: <ici.radio-canada.ca/info/dossier/1010708/tensions-inde-canada-diplomatie-assassinat>.

[64]Affaires mondiales Canada, "Discours de la ministre Joly," *supra* note 1.

[65]*Ibid.*

[66]Affaires mondiales Canada, "Accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE" (9 novembre 2021), en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/asean-anase/fta-ale/negotiations-negociations.aspx?lang=fra> [Affaires mondiales Canada, "Accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE"].

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

Indonésie en septembre 2023,[67] le Canada et l'ANASE ont déclaré conjointement vouloir "accroître l'intégration, le développement et la résilience économique à l'échelle régionale."[68] Les partenaires estiment pouvoir conclure une grande partie de leurs négociations en 2025.[69]

vi. Vers un accord de libre-échange avec l'Indonésie

Entre 2021 et 2022, les échanges entre le Canada et l'Indonésie sont passés de 2,2 à 3,3 milliards de dollars.[70] Ce faisant, l'Indonésie est maintenant le partenaire le plus important de l'Asie du Sud-Est pour le Canada. C'est le terrain parfait pour adopter un accord de libre-échange entre les deux partenaires. Depuis 2021, les partenaires négocient un Accord de partenariat économique global.[71] En 2023, les représentants du Canada et de l'Indonésie se sont rencontrés à trois reprises.[72] Lors de la visite du premier ministre Trudeau en Indonésie en septembre 2023, les partenaires ont "réaffirmé leur appui à l'Accord de partenariat économique global, mutuellement bénéfique, qui vise à créer des emplois pour la classe moyenne et des opportunités pour les entreprises."[73] Ils ont d'ailleurs annoncé vouloir conclure les négociations au courant de l'année 2024.[74]

2. Contentieux commerciaux découlant des accords de libre-échange impliquant le Canada

Les mécanismes de règlement des différends de l'*Accord de libre-échange nord-américain par l'Accord Canada-États-Unis-Mexique* (*ACÉUM*) et du *PTPGP* ont été sollicités dans différents litiges au courant de l'année 2023.[75] Cas intéressant en matière d'enchevêtrement de mécanismes de règlement des différends, la mesure canadienne relative aux contingents en matière de produits laitiers fait l'objet d'une plainte tant au niveau de l'*ACÉUM* que du *PTPGP*. Un différend sur l'interprétation à

[67]Canada, Premier Ministre du Canada, "Le premier ministre se rendra dans l'Indo-Pacifique pour renforcer nos liens" (30 aout 2023), en ligne: <www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2023/08/30/premier-ministre-se-rendra-lindo-pacifique-renforcer-nos-liens>; Canada, Premier Ministre du Canada, "Le premier ministre effectue une visite en Indonésie et salue le début d'un nouveau chapitre dans les relations entre le Canada et l'ANASE" (5 septembre 2023), en ligne: <www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/communiques/2023/09/05/premier-ministre-effectue-visite-indonesie-et-salue-debut-dun>.

[68]"Déclaration commune des dirigeants sur le Partenariat stratégique ANASE-Canada" (6 septembre 2023), en ligne: *Premier Ministre du Canada* <www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/declarations/2023/09/06/declaration-commune-des-dirigeants-partenariat-strategique-anase>.

[69]Affaires mondiales Canada, "Accord de libre-échange entre le Canada et l'ANASE," *supra* note 66.

[70]"Relations Canada-Indonésie," en ligne: *Gouvernement du Canada* <www.international.gc.ca/country-pays/indonesia-indonesie/relations.aspx?lang=fra>.

[71]"Accord de partenariat économique global (APEG) entre le Canada et l'Indonésie — Renseignements généraux," en ligne: *Gouvernement du Canada* <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/indonesia-indonesie/cepa-apeg/background-contexte.aspx?lang=fra>.

[72]*Ibid.*

[73]Canada, Premier Ministre du Canada, "Le premier ministre Justin Trudeau rencontre le président de l'Indonésie, Joko Widodo" (5 septembre 2023), en ligne: <www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/comptes-rendus/2023/09/05/premier-ministre-justin-trudeau-rencontre-president-de>.

[74]*Ibid.*

[75]*Accord de libre échange Canada – États-Unis – Mexique (ACÉUM)*, 30 novembre 2018, en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/index.aspx?lang=fra> [*ACÉUM*].

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

donner à la notion de valeur régionale dans le domaine automobile a permis au Canada de joindre le Mexique dans une plainte contre les États-Unis. Aussi, une mesure mexicaine relative à l'importation d'aliments de maïs génétiquement modifié a mené à une plainte des États-Unis. Le Canada est particulièrement intéressé par la question et a ainsi notifié sa volonté d'agir à titre de partie tierce. Enfin, dans le dossier de l'électricité, les consultations semblent se poursuivre pendant que les choses bougent au niveau du droit interne mexicain.

A. ACÉUM et PTPGP: Mesure d'attribution des contingents tarifaires laitiers (second différend)

Le contentieux des produits laitiers a connu un nouveau rebondissement en 2023, au point où on peut se demander si ce dossier aura la même destinée que celui du bois d'œuvre, condamné à s'éterniser. On se rappelle qu'en 2021, un premier Groupe spécial avait tranché cette affaire, reconnaissant le droit du Canada de maintenir un système de gestion de l'offre, mais déterminant qu'il devait néanmoins modifier ses façons de faire. En effet, se rangeant aux arguments des États-Unis, le Groupe spécial avait considéré le système de distribution de quotas contraire à l'*ACÉUM* (le Canada réservait une majorité des quotas aux transformateurs au détriment des producteurs laitiers). À la suite de ce rapport, le Canada avait procédé à un remaniement de ses façons de faire. Toutefois, selon la Secrétaire au Commerce des États-Unis, Katherine Tai, le Canada n'a pas correctement mis en œuvre le rapport du Groupe spécial.[76] Dès lors, après avoir tenu des consultations en juin et décembre 2022, ainsi qu'en janvier 2023, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un deuxième groupe spécial le 31 janvier 2023. Le Groupe spécial a rendu son rapport le 24 novembre 2023, donnant cette fois-ci raison au Canada, et ce, quant à l'ensemble des points soulevés par les Etats-Unis.[77] Espérons que cette affaire aura définitivement mis fin à la saga des contingents tarifaires laitiers, du moins, au regard de l'*ACÉUM*.

Le système canadien d'attribution des contingents tarifaires pour les produits laitiers a aussi fait l'objet en 2023 d'une plainte de la Nouvelle-Zélande, cette fois en vertu du *PTPGP*. Les exposés écrits et oraux ont eu lieu durant l'année, et le rapport final a été publié le 5 septembre 2023.[78] Il s'agit essentiellement des mêmes faits et

[76]Selon la plainte des États-Unis, les mesures prises par le Canada sont incompatibles avec l'Accord sur quatre points clés: (1) les détaillants et les exploitants de services de restauration ne sont pas admissibles aux contingents tarifaires; (2) il est exigé que les entreprises aient une activité d'au moins douze mois; (3) la méthode et les critères utilisés pour calculer les attributions individuelles sont problématiques, et (4) les mesures concernant le retour et la réattribution des contingents tarifaires posent également problème. "Les cas actifs et réglés de règlement des différends entre États," en ligne: *Gouvernement du Canada* <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/settlement-cases-reglement-cas.aspx?lang=fra> ["Les cas actifs"].

[77]US Trade Representative (USTR), *Canada – Mesures d'attribution des contingents tarifaires laitiers*, Rapport final du groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, Doc CDA-USA-2021-31-01 (20 décembre 2021), en ligne: *Office of the United States Trade Representative* <ustr.gov/sites/default/files/enforcement/FTA/CA/CDA-USA-2021-31-1_-_Dairy_TRQs_-_US_IWS.pdf>.

[78]Groupe spécial établi en vertu du PTPGP, *Canada – Mesures d'attribution des contingents tarifaires laitiers*, Doc CDA-NZ-2022-28-01 (5 septembre 2023), en ligne: *New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade* <https://www.mfat.govt.nz/assets/Trade-General/WTO-Disputes/Canada-Dairy/Final-Report-of-the-Panel.pdf>.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

arguments que ceux invoqués dans le cadre de la première affaire entendue au titre de l'*ACÉUM*. D'ailleurs, le Groupe spécial a noté cette similarité et a indiqué que bien que non lié par cette décision, il allait s'en servir à titre informatif.[79] Finalement, le Groupe spécial a conclu à une violation par le Canada de deux articles du *PTPGP*.[80] Ainsi, il a considéré que le système de mise en commun des quotas contrevenait à l'article 2.29(1) du *PTPGP* dans la mesure où il limitait la possibilité pour les producteurs laitiers d'obtenir des contingents tarifaires pour les produits laitiers.[81] En outre, bien qu'il ait reconnu la possibilité pour le Canada de déterminer librement la manière d'allouer ses contingents, il a considéré que ceux-ci ne pouvaient être alloués en tout ou en partie uniquement aux seuls transformateurs au regard de l'article 2.30(1)(b) du *PTPGP*.[82]

B. ACÉUM: Règle d'origine dans le secteur de l'automobile

En janvier 2022, le Mexique a demandé la création d'un groupe spécial afin de contester l'interprétation américaine concernant les règles d'origine sous l'*ACÉUM*.[83] Le Canada s'est aussitôt joint à la demande mexicaine.[84] Le différend est survenu concernant l'interprétation des règles d'origine du chapitre 4 de l'*ACÉUM*, notamment l'article 4.5.[85] Le différend concernait plus précisément l'interprétation de l'appendice lié aux règles d'origine spécifiques aux produits automobiles (Appendice Auto).[86]

Le Mexique soutenait qu'en vertu des articles 3.8 et 3.9 de l'Appendice Auto, les pièces clés telles que le moteur d'un véhicule, qui respectent la teneur en valeur régionale (TVR) de l'article 3.2 sont considérées comme étant originaires de la zone.[87] Ainsi, selon le Mexique, en vertu de l'article 4.5.4 de l'*ACÉUM*, la valeur de ces matières non originaires utilisées pour produire des pièces clés au sein de la zone doit

[79] *Ibid* au para 50.

[80] Il n'a pas conclu à une violation par le Canada des articles 2.30(1)(a) et 2.29(2)(a). De plus, le Groupe spécial n'a pas jugé nécessaire de se pencher sur les allégations au titre des articles 2.28(2) et 2.30(1)(c). À noter qu'un des membres du Groupe spécial a émis une opinion séparée quant à la conclusion relativement aux articles 2.29(2) et 2.30(1)(c). *Ibid* aux pp 33–57.

[81] *Ibid* aux para 99 et ss.

[82] *Ibid* aux para 66 et ss.

[83] "Les cas actifs," *supra* note 76; Gouvernement de Mexique, *États-Unis — Règles d'origine dans le secteur de l'automobile*, Soumission écrites initiales du Mexique en vertu de l'ACÉUM, Doc USA-MEX-2022-31-01 (29 mars 2022), en ligne: *World Trade Law* <www.worldtradelaw.net/document.php?id=usmca/submissions/us-roo-usmca-mexico-submission.pdf&mode=download#page=1> au para. 23

[84] "Les cas actifs," *supra* note 76; Ashley Burke, "Canada Joins Mexico's Official Complaint Arguing US Violating Trade Pact over Auto Parts Provision," *CBC News* (13 janvier 2022), en ligne: <www.cbc.ca/news/politics/canada-joins-us-complaint-dispute-auto-parts-provision-new-nafta-1.6313306>.

[85] Gouvernement de Mexique, supra note 83 aux para 1 et ss.

[86] *Ibid*; Simon Lester, "Non-Violation Arguments in the USMCA Auto Rules of Origin Dispute," *International Economic Law and Policy Blog* (13 juin 2022), en ligne: <ielp.worldtradelaw.net/2022/06/non-violation-arguments-usmca-auto-roo-dispute.html>.

[87] Groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, *États-Unis — Règles d'origine dans le secteur de l'automobile*, Doc USA-MEX-2022-31-01 (29 mars 2022), en ligne: *Office of the United States Trade Representative* <ustr.gov/sites/default/files/enforcement/FTA/USMCA%2031/USMCAAutomotive%20ROO.pdf>; Bob Wells, "USMCA Panel Rules against US Position in Automotive Origin Dispute" (2023) 139(2) Journal of Taxation 28.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

être exclue lors du calcul de la TVR de cette pièce clé qualifiée d'originaire.[88] Par conséquent, les pièces clés contenant des matières non originaires, mais qui sont considérées comme étant originaires au sens de l'appendice Auto, doivent être considérées comme étant originaires à 100 pour cent lors du calcul de la TVR du véhicule.[89] Le Canada, bien que mobilisant d'autres arguments, soutenait aussi qu'une pièce qui est considérée comme étant originaire de la zone, malgré le fait qu'elle contienne des matières non originaires, doit être considérée comme étant originaire à 100 pour cent dans le calcul de la TVR.[90] Les États-Unis ont contesté cette interprétation, arguant que seule la part originaire des pièces de base pouvait être prise en compte.[91]

En janvier 2023, le Groupe spécial a publié son rapport tranchant en faveur du Canada et du Mexique.[92] Le Groupe spécial a conclu que les producteurs automobiles pouvaient comptabiliser la valeur des matières non originaires dans la TVR comme étant des matières originaires de la Zone lors du calcul de la TVR globale du véhicule.[93] Un porte-parole américain a qualifié cette décision de décevante et a indiqué que les États-Unis engageraient des discussions avec le Mexique et le Canada pour résoudre le différend.[94]

C. ACÉUM: Mesures mexicaines concernant le maïs génétiquement modifié

Le 13 février 2023, par décret présidentiel, le Mexique a interdit l'importation de tortillas et de pâtes contenant du maïs génétiquement modifié. Cette décision n'est pas étonnante compte tenu des inquiétudes de longue date exprimées par le Mexique à l'égard du maïs génétiquement modifié, et de l'attachement des Mexicains à cet aliment cultivé et consommé de manière traditionnelle depuis des millénaires.[95] Le 2 juin 2023, en réaction à cette mesure, les États-Unis ont demandé des

[88]Groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, *supra* note 87; Jonathan O'Hara, William Pellerin et Philip Kariam, "Let Them Roll: Dispute Settlement Panel Rules in Favour of Canada and Mexico on Automotive Rules of Origin and "Roll-Up" Method under CUSMA," *McMillan* (24 janvier 2023), en ligne: <mcmillan.ca/insights/let-them-roll-dispute-settlement-panel-rules-in-favour-of-canada-and-mexico-on-automotive-rules-of-origin-and-roll-up-method-under-cusma/#:~:text=In%20a%20report%20circulated%20on,of%20automotive%20rules%20of%20origin>.

[89]Groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, *supra* note 87; Wells, *supra* note 87.

[90]Groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, *supra* note 87; Affaires mondiales Canada, "Avis d'intention de se joindre en tant que partie plaignante — règles d'origine pour véhicules à moteur" (26 août 2021), en ligne <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/rules_origi_motor_vehicles-regles_origine_vehicules-moteur.aspx?lang=fra>.

[91]Groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, *supra* note 87; Peter E Kirby, Steven F Rosenhek et Daniella Murynka, "U.S. Loses CUSMA/USMCA Dispute on Automobile Origin Rules," *Fasken* (19 janvier 2023), en ligne: <www.fasken.com/en/knowledge/2023/01/18-us-loses-cusma-usmca-dispute-on-automobile-origin-rules>.

[92]Groupe spécial établi en vertu de l'ACÉUM, *supra* note 87.

[93]*Ibid.*

[94]Aaron Lynett, "USMCA Auto-dispute Ruling Favours Canada, Mexico," *Globe and Mail* (11 janvier 2023), en ligne: <www.theglobeandmail.com/politics/article-usmca-automobile-dispute-arbitration/>.

[95]David Quist et Ignacio Chapela, "Transgenic DNA Introgressed into Traditionnal Maize Landraces in Oaxaca, Mexico" (2001) 414 Nature 541. Notons que les Mexicains craignent surtout que l'introduction de semences de maïs génétiquement modifiée sur leur territoire prennent le dessus sur les espèces traditionnelles dans la mesure où elles sont susceptibles de transmettre leur matériel génétique.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

consultations avec le Mexique et le 17 août 2023, ils ont demandé la constitution d'un groupe spécial au titre du mécanisme de règlement des différends de l'*ACÉUM*.[96]

Chose rare dans l'univers des accords de libre-échange, l'*ACÉUM* prévoit une section complète sur la biotechnologie agricole au sein du chapitre sur l'agriculture.[97] Toutefois, cette section ne contient pas de disposition pertinente en l'espèce dans la mesure où celle-ci vise essentiellement à harmoniser les règles relatives aux demandes d'autorisation, les politiques visant la présence en faible concentration et à établir un groupe de travail sur la coopération en matière de biotechnologie agricole. Devant une interdiction pure et simple d'un produit, c'est plutôt au regard des obligations découlant du chapitre 9 sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, du principe du traitement national et d'accès au marché pour les produits (chapitre 2) que les États-Unis ont basé leur plainte. Selon les États-Unis, la décision mexicaine est dépourvue de fondement scientifique[98] car les produits issus de la transgénèse sont considérés comme sécuritaires.

Le 25 août 2023, le Canada a notifié sa volonté d'agir à titre de partie tierce dans cette affaire.[99] Cette décision n'est pas étonnante dans la mesure où le pays est un producteur et exportateur important d'organisme génétiquement modifié (OGM) agricoles.[100] Cette affaire n'est pas sans rappeler la bataille menée devant le "juge" de l'OMC par l'Argentine, le Canada et les États-Unis à l'encontre des mesures prises par certains pays européens et l'UE dans les années 2000. Cette saga avait donné lieu en 2007 à un rapport complexe et technique de plus de 1200 pages de la part du Groupe spécial[101] qui avait interprété très restrictivement la marge de manœuvre des États à limiter l'importation et la commercialisation des OGM au regard de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS)*.[102]

[96]"Les cas actifs," *supra* note 76.

[97]*Accord Canada-États-Unis-Mexique*, 30 novembre 2018 (entrée en vigueur: 1 juillet 2020), ch 3, s B, arts 3.12–3.16, en ligne: *Gouvernement du Canada* <www.international.gc.ca/trade-commerce/tradeagreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-ACÉUM/text-texte/toc-tdm.aspx?lang=fra>.

[98]"United States Establishes USMCA Dispute Panel on Mexico's Agricultural Biotechnology Measures" (17 août 2023), en ligne: *Office of the United States Trade Representative* <ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2023/august/united-states-establishes-usmca-dispute-panel-mexicos-agricultural-biotechnology-measures>.

[99]Affaires mondiales Canada, "Avis d'intention de se joindre aux procédures en tant que tierce partie: Mesures mexicaines concernant le maïs génétiquement modifié" (25 août 2023), en ligne: <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/notice-mexico-gep-avis-mexique-pgm-08-25.aspx?lang=fra>.

[100]En 2019, le Canada était considéré comme le 4e producteur d'OGM agricole au monde. Clive James, *Global Status of Commercialized Biotech/GM Crops: 2019*, ISAAA Brief n° 54, (2019), en ligne: <www.isaaa.org/resources/publications/briefs/54/download/isaaa-brief-54-2018.pdf>.

[101]OMC, *Communautés européennes – Mesures affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques (Plainte des États-Unis, du Canada et de l'Argentine)*, OMC Doc WT/DS291/292/293/R (2006).

[102]*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, 15 avril 1994, 1867 RNTU 493 (entered into force 1 January 1995); Geneviève Dufour, "Les OGM à l'OMC: Résumé critique du rapport du Groupe spécial dans l'affaire CE — Produits biotechnologiques" [2007] Hors-série Revue québécoise de droit international 281; Geneviève Dufour, *Le commerce international des OGM dans le cadre de l'OMC*, Bruxelles, Bruylant, 2011.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

D. ACÉUM: Mesures dans le secteur de l'électricité

Le 20 juillet 2022, les États-Unis et le Canada ont tous deux présenté une demande de consultations au gouvernement du Mexique en application des articles 31.2 et 31.4 de l'*ACÉUM* en ce qui concerne un renfermement du secteur de l'électricité au Mexique.[103] En effet, le 9 mars 2021, le Mexique publiait un décret modifiant sa *Loi sur l'industrie de l'électricité*.[104] Ces modifications visaient à favoriser la production d'électricité par l'État. Celles-ci constituaient un renversement majeur des mesures prises en 2013 au Mexique visant à attirer les entreprises du secteur privé en matière d'électricité.[105] Cette réforme du droit dans le secteur de l'électricité au Mexique de 2021 vise à prioriser la distribution de l'électricité produite par la Comisión Federal de Electricidad au détriment des entreprises privées, notamment canadiennes. Par ailleurs, cette réforme modifie les exigences des certificats d'énergie propre et révoque certains contrats détenus par des particuliers.[106] Selon le Canada, ces mesures mexicaines violent de nombreuses dispositions de l'*ACÉUM* en matière d'investissement, notamment les articles 14.4, 15.8, 22.5.2 et 29.3.[107] Ces mesures constitueraient des violations, notamment, en ce qui a trait au traitement équitable des investisseurs.[108]

Alors que les consultations sont toujours en cours, les États-Unis ont présenté une offre finale en mars 2023.[109] Or, le différend ne semble toujours pas réglé. Considérant qu'il est possible de demander l'établissement d'un groupe spécial si le différend n'est pas réglé soixante-quinze jours après la demande de consultations, il est possible depuis le 3 octobre 2022 pour le gouvernement des États-Unis ou du Canada de faire cette demande.[110] Le Canada affirme cependant que, pour le moment, ce ne sera pas nécessaire. Finalement, le 31 janvier 2024, la Cour suprême du Mexique a rendu une décision affirmant que les modifications de 2021 à la loi mexicaine étaient

[103]"Demande de consultations: Certaines mesures dans le secteur de l'électricité" (20 juillet 2022), en ligne: *Gouvernement du Canada* <www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/electricity-sector-secteur-electricite.aspx?lang=fra> ["Demande dans le secteur de l'électricité"]; David E Bond et Francisco de Rosenzweig, "United States and Canada Request Consultations over Mexico's Energy Policies under USMCA," *White & Case* (21 juillet 2022), en ligne: <www.whitecase.com/insight-alert/united-states-and-canada-request-consultations-over-mexicos-energy-policies-under>.

[104]*Decreto por el que se reforman y adicionan diversas disposiciones de la Ley de la Industria Eléctrica* (9 mars 2021), en ligne: *Diario Oficial de la Federacion* <dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5613245&fecha=09/03/2021#gsc.tab=0>; "Demande dans le secteur de l'électricité," *supra* note 103.

[105]"Demande dans le secteur de l'électricité," *supra* note 103; Israel Alpizar-Castro et Carlos Rodriguez-Monroy, "Review of Mexico's Energy Reform in 2013: Background, Analysis of the Reform and Reactions" (2016) 58 Renewable and Sustainable Energy Reviews 725.

[106]"Demande dans le secteur de l'électricité," *supra* note 103; "United States Requests Consultations Under the USMCA over Mexico's Energy Policies" (20 juillet 2022), en ligne: *Office of the United States Trade Representative* <ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2022/july/united-states-requests-consultations-under-usmca-over-mexicos-energy-policies>.

[107]"Demande dans le secteur de l'électricité," *supra* note 103.

[108]*Ibid.*

[109]Jarrett Renshaw et David Lawder, "Exclusive: US Plans Ultimatum in Mexico Energy Dispute, Raising Threat of Tariffs," *Reuters* (27 mars 2023), en ligne: <www.reuters.com/business/energy/us-plans-ultimatum-mexico-energy-dispute-raising-threat-tariffs-2023-03-27/>.

[110]Bond et Rosenzweig, *supra* note 103.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

inconstitutionnelles.[111] Il reste à voir quel impact cela aura sur la suite du différend interétatique.

3. Les développements dans le système commercial multilatéral

Bien qu'aucune avancée notable ne soit à signaler pour l'année 2023, les travaux se sont poursuivis à l'OMC notamment en vue de la treizième Conférence ministérielle et dans le cadre du Groupe d'Ottawa pour une réforme de l'OMC. Fait à signaler, le Canada a ratifié l'*Accord sur les subventions à la pêche*.[112] Du côté des contentieux impliquant le Canada, l'année a encore une fois été calme pour le Canada.

A. La préparation de la Conférence ministérielle 13

L'année 2023 a permis d'avancer considérablement en vue de la 13e Conférence ministérielle devant se tenir aux Émirats arabes unis en février 2024. À ce titre, le Canada a continué à travailler sur les différents sujets au cœur des négociations, notamment le commerce électronique, l'agriculture, l'*Accord II sur les subventions à la pêche*, la réforme de l'OMC, tout en poursuivant ses efforts comme coordonnateurs avec le Costa Rica des Discussions structurées sur le commerce et la durabilité environnementale.[113] Nous reviendrons assurément sur les résultats de cette ministérielle importante dans notre chronique 2024.

B. Groupe d'Ottawa

Le Groupe d'Ottawa est dirigé par le Canada et réunit quatorze membres de l'OMC partageant des positions similaires (Australie, Brésil, Canada, Chili, UE, Japon, Kenya, Corée du Sud, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Singapour, Suisse et Royaume-Uni).[114] Ce dernier a été constitué afin de "relever les défis particuliers qui mettent le système commercial multilatéral sous pression,"[115] les discussions du Groupe portant sur le renforcement du mécanisme des différends de l'OMC, sur la valorisation des négociations multilatérales et sur la meilleure façon d'intégrer le développement dans l'élaboration des règles. En 2023, le Groupe s'est rencontré pour préparer la treizième conférence ministérielle de l'OMC de février 2024.[116] Les

[111]David Jiménez, Gabriela Cosio et Andrés Hernández, "Mexico's Supreme Court Determines the Unconstitutionality of the Reform to the Electricity Industry Law Enacted in 2021," *Gerrigues* (2 février 2024), en ligne: <www.garrigues.com/en_GB/new/mexicos-supreme-court-determines-unconstitutionality-reform-electricity-industry-law-enacted>.

[112]*Accord sur les subventions à la pêche*, OMC Doc WT/MIN(22)/33 (17 juin 2022), art 7, en ligne: *Organisation mondiale du commerce* <https://docs.wto.org/dol2fe/Pages/SS/directdoc.aspx?filename=r:/WT/MIN22/33.pdf&Open=True> [*Accord sur les subventions à la pêche*].

[113]"Déclarations du Canada — Comité des négociations commerciales" (28 février 2023), en ligne: *Gouvernement du Canada* <www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/wto-omc/2023-02-28-trade-commerciales.aspx?lang=fra> ["Négociations commerciales"].

[114]Affaires mondiales Canada, "Réforme de l'OMC : le Canada et le Groupe d'Ottawa" (6 avril 2017), en ligne: <www.international.gc.ca/world-monde/international_relations-relations_internationales/wto-omc/ottawa-group-groupe.aspx?lang=fra>.

[115]*Ibid.*

[116]Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng s'entretient avec la directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce, Ngozi Okonjo-Iweala, pour faire progresser des enjeux prioritaires" (29 octobre

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

ministres du groupe se sont retrouvés en janvier 2023,[117] en marge du Forum économique mondial. Dans ce cadre, ils ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une réforme de l'OMC en soulignant l'importance de mieux inclure les pays en développement. Afin de faire avancer la question, les fonctionnaires ont reçu le mandat de faire progresser les travaux.[118]

C. *Accord sur les subventions à la pêche*

Le 2 mai 2023, le Canada a déposé son instrument d'acceptation de l'*Accord sur les subventions à la pêche* de l'OMC,[119] devenant ainsi le 5e membre à le faire. Par ailleurs, le gouvernement du Canada a fait un don de 1,4 million de dollars canadiens au Mécanisme de financement sur les subventions à la pêche intégré à l'accord, dont l'objectif est de soutenir les pays les moins avancés et les pays en développement à mettre en œuvre le contenu de l'accord.[120] L'accord n'est pas entré en vigueur au courant de l'année, ne ralliant pas encore les deux tiers des membres de l'OMC.

4. Contentieux commerciaux impliquant le Canada

Encore cette année, le Canada n'a pas été au cœur des différends à l'OMC. Outre le fait qu'il ait demandé à intervenir à titre de partie tierce dans trois litiges,[121] aucune affaire n'a été rendue impliquant directement le Canada.

5. Conclusion

Mis à part nos traditionnelles rubriques, certains événements importants se sont produits au cours de l'année qui méritent notre attention. Les chroniques précédentes indiquaient que l'UE était en train d'élaborer un Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Celui-ci est entré en vigueur le 1er octobre 2023.[122] Ce mécanisme vise

2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/10/la-ministre-ng-sentretient-avec-la-directrice-generale-de-lorganisation-mondiale-du-commerce-ngozi-okonjoiweala-pour-faire-progresser-des-enjeux-pr.html>.

[117] Affaires mondiales Canada, "La ministre Ng rencontre les membres de l'OMC et accueille la réunion du Groupe d'Ottawa" (21 janvier 2023), en ligne: <www.canada.ca/fr/affaires-mondiales/nouvelles/2023/01/la-ministreng-rencontre-les-membres-de-lomc-et-accueille-la-reunion-du-groupe-dottawa.html>.

[118] "Négociations commerciales," *supra* note 113.

[119] "Le Canada accepte formellement l'Accord sur les subventions à la pêche" (2 mai 2023), en ligne: *Organisation mondiale du commerce* < www.wto.org/french/news_f/news23_f/fish_02may23_f.htm>.

[120] "Le Canada verse 1,4 million de CAD au Mécanisme de financement de l'OMC sur a pêche," (21 avril 2023), en ligne: *Organisation mondiale du commerce* <www.wto.org/french/news_f/pres23_f/pr924_f.htm>; *Accord sur les subventions à la pêche*, *supra* note 112.

[121] OMC, *Union européenne – Droits compensateurs et droits antidumping visant les produits plats laminés à froid en aciers inoxydables en provenance d'Indonésie*, OMC Doc WT/DS616 (2023), en ligne: <www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds616_f.htm>; OMC, *États-unis – Mesure antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance d'Argentine*, OMC Doc WT/DS617 (2023), en ligne: <www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds617_f.htm>; OMC, *Union européenne – Droits compensateurs sur les importations de biodiesel en provenance d'Indonésie*, OMC Doc WT/DS618 (14 mars 2024), en ligne: <www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds618_f.htm>.

[122] Union européen, *Règlement (UE) 2023/956 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 établissant un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières*, [2023] JO L130/52, art 36 au para 2.

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press

à aligner le prix du carbone payé pour les produits fabriqués sur le territoire de l'UE avec celui des marchandises importées.[123] Il s'applique au secteur du fer et de l'acier, du ciment, de l'aluminium, des engrais, de l'électricité, de l'hydrogène et à certains produits finaux comme les boulons. Le mécanisme s'appliquera d'abord de manière transitoire.[124] Dans cette première phase, les importateurs de marchandises devront procéder à de simples déclarations. Il s'agit notamment de déclarer les quantités totales pour chaque marchandise importée, les émissions de carbone directes intrinsèques, ou encore si un prix sur le carbone émis est déjà payé dans le pays d'origine.[125] Pour les industries canadiennes, cela signifie que les marchandises exportées vers l'UE et qui tombent dans le champ d'application du mécanisme devront se conformer à cette nouvelle réglementation.

On ne peut évidemment pas terminer cette chronique 2023 sans aborder la nouvelle *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement et modifiant le tarif des douanes.*[126] Adoptée à l'unanimité le 3 mai 2023, cette loi entre en vigueur le 1er janvier 2024 et prévoit en quelque sorte un devoir de transparence à l'égard des institutions fédérales et des entreprises rencontrant les seuils d'applicabilité. Il s'agit là d'une première pour le Canada qui, jusqu'à maintenant, n'avait pas encore de loi de vigilance. Si le résultat apparaît décevant[127] — dans la mesure où la loi n'impose qu'une obligation de produire un rapport sur les mesures prises pour prévenir et réduire les risques — on doit le considérer comme une première étape d'une longue série de mesures à venir. Des discussions ont en effet déjà cours à Ottawa à ce sujet.

[123] *Ibid*, art premier au para 1.

[124] *Ibid*, art 36 au para 2(a).

[125] *Ibid*, art 6 au para 2.

[126] *Loi édictant la Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaines d'approvisionnement et modifiant le Tarif des douanes*, LC 2023, c 9.

[127] Geneviève Dufour, "La décevante Loi contre le travail forcé" (7 février 2024), en ligne: *CORIM Blog* <blogue.corim.qc.ca/canada-travail-force/>.

Citer cet article: Dufour, Geneviève, Valériane Thool, et Pierre-Luc Morin. 2023. "Commerce." *Canadian Yearbook of International Law/Annuaire canadien de droit international*, 61: 341–360, doi:10.1017/cyl.2024.7

https://doi.org/10.1017/cyl.2024.7 Published online by Cambridge University Press